

# **La sécurité humaine dans la perspective d'une Renaissance de la solidarité afro-asiatique**

**Par Bernard Founou Tchuigoua**

Le thème de la sécurité humaine tend à se superposer ou même à supplanter ceux de la sécurité nationale et de la sécurité sociale en raison des menaces terroristes en occident, et du développement dans les pays du Sud de guerres civiles réelles ou potentielles qui impliquent des acteurs gouvernementaux ou non gouvernementaux étrangers. Il importe de reconnaître que son domaine reste largement à définir. Nous admettons ici que l'insécurité est à la fois une situation objective, un cadre mental et/ou une expérience sociale ; et qu'elle dépend de la capacité des victimes réelles ou potentielles à affronter leur vulnérabilité ou leur faiblesse. L'insécurité globale est une combinaison d'insécurité/sécurité d'ordre économique, social, politique, culturel et géopolitique. La meilleure méthode d'analyse reste toujours de les mettre en relation dans une perspective historique. C'est dans ce cadre que nous avons choisi de repenser la solidarité afro-asiatique en mettant l'accent sur la sécurité et l'insécurité sociale et politique, et d'analyser la Conférence gouvernementale de Bandung (avril 1955) qui fut un événement mondial d'importance considérable. Son retentissement s'explique par le fait qu'elle fut suivie de celle des peuples afro asiatiques du Caire (septembre 1958) qui mit en place un dispositif de suivi de sa déclaration finale Le projet consistait pour l'essentiel à bâtir des structures économiques et sociales comparables à celles des ex puissances coloniales pour défendre efficacement la souveraineté politique. Samir Amin désigne la période de 1955 à 1975 d'*ère de Bandung* parce que cette solidarité sans précédent dans l'histoire mondiale, avait contraint les centres, en dépit du dispositif postcolonial mis en place sous l'hégémonie américaine acceptée par l'Europe et le Japon, à s'ajuster aux exigences des périphéries réellement décidées à s'industrialiser.

Le contexte a changé radicalement. L'un des objectifs majeurs de la contre révolution néolibérale est de remettre en question les acquis de cette ère, ce qui implique des politiques de régressions sociale, de la démocratie et du respect des droits de l'Homme dans les centres eux-mêmes. Les théories et les politiques dominantes de la sécurité/insécurité humaine font partie du dispositif de mise en œuvre de cette contre offensive. Comment se fait-il qu'une réplique fondée sur la solidarité des peuples et des gouvernements ne se dessine pas ? Que faire ? L'objectif de ce texte est de formuler une réponse à ces questions en soumettant les déclarations de Bandung et du Caire à une analyse critique qui intègre le concept de sécurité/insécurité humaine. Nous commencerons cependant par une critique des théories qui s'inscrivent dans la défense de la contre révolution néolibérale.

## **1. Critique des approches culturalistes et néoclassiques de l'insécurité /sécurité humaine**

11. La version eurocentrique du culturalisme traite principalement de l'insécurité/sécurité politique en soutenant que la diversité culturelle per se est cause de la vulnérabilité extérieure des Etats et porte en soi les germes des guerres civiles dans les pays multiculturels. Elle est synthétisée par S. Huntington qui propose, on le sait, une théorie des chocs entre les civilisations ou plutôt entre une civilisation qui aurait généré la modernité en isolement et les autres qui lui sont hostiles ; la première secrétant des valeurs universelles compatibles avec celles des Lumières (l'être humain fait sa propre histoire), les secondes en étant incapables. Les religions fondées sur des textes sacrés constituent son domaine de prédilection et l'Islam, plutôt que les sociétés musulmanes historiques, est son champ d'investigation principal. Elle

ignore les violences pratiquées dans le passé et à l'heure actuelle au nom du judaïsme et du christianisme alors qu'Israël pratique le politicide<sup>1</sup> des Palestiniens, que des sectes chrétiennes sont mobilisées notamment par les USA contre les mouvements progressistes, y compris chrétiens, dans le tiers monde et ailleurs. Elle attribue la montée de l'insécurité humaine en occident au choc provoqué par la présence de populations originaires du monde non occidental et prédit l'insécurité civile perpétuelle des sociétés en Asie et en Afrique à cause de leur multiculturalisme. En attribuant principalement, dans l'espace afro-asiatique, aux caractères intrinsèques des cultures nationales ou locales les politiques d'opposition à la modernité culturelle, le culturalisme eurocentrique détourne l'attention de l'analyse des politiques impérialistes d'opposition à la modernité culturelle et de soutien aux forces de l'obscurantisme, y compris par des coups d'Etats sanglants contre des gouvernements démocratiquement élus.

Le culturalisme feint d'ignorer que le capitalisme réellement existant est sous la domination des Etats qui contrôlent non seulement l'économie mondiale, mais industrialisent et transforment les produits culturels en marchandises, tout en s'adaptant à la diversité culturelle. Ils voilent le rôle des grands médias audiovisuels et de plus en plus de l'internet dans le façonnement des comportements favorables à la mondialisation du champ de l'accumulation. Par la radio en particulier, même les cultures des régions dépourvues d'infrastructures classiques de transports, de communications et d'électricité subissent les pressions de la marchandisation des cultures. Les cultures de ces régions sont devenues des marchandises, principalement à travers le tourisme et l'effet en retour des migrations vers les villes du pays, d'autres pays périphériques ou du Centre. En d'autres termes les dynamiques culturelles des périphéries et les stratégies de la polarisation culturelle ne sont pas scientifiquement séparables.

Huntington omet d'informer ses lecteurs de la coopération étroite qui s'est instaurée entre les Etats du Centre et leurs transnationales qui sont au cœur de leur stratégie de monopoliser les domaines des nouvelles techniques du savoir en général, et de leur diffusion en particulier. C'est ainsi que l'entreprise californienne, ICANN (Internet Corporation Assigned Names and Numbers), qui gère l'attribution des noms aux entreprises (.com) et aux pays (.sn pour Sénégal), est placée sous la tutelle directe du gouvernement américain, et plus précisément sous la tutelle du ministère du commerce<sup>2</sup>. Evidemment dans ce domaine comme dans d'autres, l'Union européenne et le Japon acceptent l'hégémonie américaine moyennant une participation équitable à la formation et à la gestion du dispositif global d'intégration des centres et d'exclusion des périphéries.

Dans le quart monde de l'espace afro-asiatique, le politicide ou le blocage des sociétés qui aspirent à devenir des sociétés modernes, reste efficace. Huntington nous trompe quand il affirme que les peuples qui ne faisaient pas partie de l'Occident au XVIe siècle, sont contre l'Etat de droit et l'individualisme, valeurs qu'il qualifie d'*occidentales*; et il occulte le fait que les Etats Unis ont toujours systématiquement combattu dans l'espace afro-asiatique les forces modérées partisans des Lumières, sauf au Japon et en Corée du Sud.

---

<sup>1</sup> Le sociologue israélien Baruch Kimmerling utilise le terme dans son livre « *Politicide: La guerre de Sharon contre les Palestiniens* » (*Sharon's War Against the Palestinians*). Il définit « le politicide du peuple palestinien [comme] une tentative graduelle mais systématique pour causer leur élimination en tant qu'entité politique et sociale »; nous lui donnons ici un sens plus large en l'étendant à tous les cas où les moyens politiques, économiques, culturels sont utilisés contre la construction d'Etat national légitime

<sup>2</sup> Le temps, quotidien genevois, 15/11/2005

Le fait que les thèses de Huntington aient été popularisées alors que les transformations économiques et sociales de la Corée et de la Chine apportaient la preuve indiscutable de la flexibilité des cultures (sans parler du cas de la Turquie qui montre depuis la fin de la première guerre mondiale que la lutte pour la laïcité peut conduire à des résultats irréversibles en terre musulmane), n'est un paradoxe qu'en apparence. C'est une preuve de plus que pour les défenseurs de la polarisation du système capitaliste, l'idéologie importe plus que la vérité scientifique. Le culturalisme eurocentrique prend des formes différentes à chaque grande transformation de la polarisation. Dans la phase actuelle sa fonction essentielle est d'une part de convaincre que c'est la diversité culturelle qui rend impossible une démocratisation des régimes politiques dans les pays sous développés et non pas la mondialisation économique sauvage ; et d'autre part de justifier la construction des murs autour de l'Occident contre les flux d'immigrants en provenances des pays exclus de l'industrialisation.

12. Le néolibéralisme économique a une fonction de légitimation de la violence contre les exclus et les pauvres. Le néolibéralisme économique s'intéresse aux relations entre la sécurité/insécurité dans les contextes des régimes économiques ; ceux-ci étant classés selon le critère de l'efficacité de la production ou de la compétitivité sur les marchés des produits et des procédés. Le cadre théorique est celui du capitalisme pur tel que l'entendent ses fondateurs, Walras, Hayek ou Friedman. Dans ce capitalisme imaginaire, le salaire suffit au salarié en activité pour épargner et pour se protéger à titre individuel contre trois risques principaux, la maladie, la mort prématurée et la vieillesse. Il n'y aurait donc de problème de sécurité sociale que pour les chômeurs involontaires. Ainsi la sécurité sociale de long terme serait assurée dans une économie de plein emploi sans considération du niveau des salaires. Dans ce cadre théorique, un certain nombre de faits de première importance, dont nous ne mentionnons que deux, paraît inexplicable. Le premier est que la pauvreté de masse, indicateur indiscutable de l'insécurité sociale, est relativement plus importante aux Etats-Unis qu'en Europe occidentale continentale, où le taux de chômage est deux fois et demie plus élevé, ce qui signifie que dans ce pays les salaires ne couvrent pas les besoins sociaux (working poors). Le deuxième concerne le fait que les pays de l'OCDE poursuivent des politiques agricoles fondées sur la protection du marché mondial, les subventions à l'exportation et le soutien de l'activité agricole comme dimension de l'identité nationale, alors que parallèlement par la Banque Mondiale et le FMI interposés, les mêmes pays interdisent aux PMA de mener toute politique conséquente de sécurité alimentaire en protégeant leurs agricultures et leurs paysans contre le dumping. Or dans nombre de ces pays la faim sévit à l'état endémique et il suffit souvent d'une mauvaise saison de pluie pour que la mécanique de la famine se déclanche.

En fait, dans la mondialisation actuelle la théorie économique néolibérale sert surtout à légitimer les politiques de régression sociale dans les pays du Sud. Ses défenseurs ne peuvent en effet ignorer les politiques keynésiennes et mercantilistes voilées que les pays développés appliquent en soutenant par exemple la consommation et les dépenses de l'armement des USA, en finançant leurs double déficit de la balances des paiements et du budget. De même la gestion de la zone monétaire Euro autorise des déficits budgétaires de type keynésien. La légitimation de la régression dans les pays du Sud entre dans la stratégie politique de rendre impossible la mise en œuvre de politiques de transition vers des systèmes sociaux où l'organisation de la protection sociale serait inspirée par le modèle européen des années 1950 à 1980.

Le néolibéralisme économique légitime également la fiction de la séparation entre l'économie et les politiques dans les relations nord sud. En effet des sociétés transnationales s'ingèrent profondément dans des jeux politiques locaux et peuvent aller jusqu'à déclencher des guerres civiles, notamment dans les pays pétroliers, quand la sauvegarde des intérêts concurrents des grandes puissances est en conflit. (cf. Elf au Congo Brazzaville). Dans les pays émergents les plus dynamiques, le chantage de la relocalisation permet de réduire les salaires réels et de précariser le travail, tout en fragilisant le gouvernement qui est chargé de la répression syndicale.

Malgré cette série d'aberrations l'intégrisme libéral tend à s'imposer comme une sorte de religion, au sens où Marx l'écrivait déjà, à savoir que la loi de l'offre et de la demande était la véritable religion des Anglais. La différence est qu'aujourd'hui tous les grands médias sont au service de cette religion<sup>3</sup>,

La gestion de la violence latente qui en résulte exige de recourir à un dispositif sécuritaire préventif qui érode les fondements de la démocratie, certes limitée par les rapports de production et la polarisation centre/périphéries, mais en développement en Europe de l'Ouest dans l'époque postérieure à la deuxième guerre mondiale. A la périphérie la recompradorisation des classes dirigeantes et la surexploitation concourent à l'insécurité humaine. Ainsi pour garantir le libre accès aux ressources naturelles telles que le pétrole, jugées stratégiques pour leurs économies, les Etats et les STN des pays du centre recourent à tous les moyens, y compris la promotion des guerres civiles ou inter étatiques dans certaines sous régions, pour disposer de groupes dirigeants autochtones totalement compradorisés et corrompus. Dans les pays d'économie émergente, les politiques de décolonisation / relocalisation ou simplement les menaces d'y recourir permettent aux STN de réaliser des taux de profits élevés en déprimant les coûts de la force de travail jugés trop élevés dans les centres.

## **2. Les Conférences de Bandung et du Caire accordent la priorité à la sécurité nationale et sous régionale**

La diversité culturelle n'apparaît pas comme un problème majeur pour les participants aux deux conférences. La thèse centrale qui se dégage de la lecture critique des documents de base et des politiques nationales et internationales qui les ont suivies, est la suivante : La sécurité des citoyens relève exclusivement de la compétence des Etats souverains, de l'ONU ou d'instances sous régionales librement constituées ; le rattrapage industriel et la formation de capacités de défense crédibles en sont les conditions incontournables.

La question de la relation entre la culture et les régimes politiques ne fut pas traitée explicitement lors des deux Conférences. On peut attribuer cette omission à la peur de voir les fronts de libération nationale se diviser. Le Président N'Krumah ne disait-il pas que « tactiquement lutter pour l'indépendance sans débat sur ce sujet était une nécessité historique », comme Lénine avait dit une quarantaine d'années auparavant que « la suppression du pluralisme politique en URSS était provisoire ». Malgré tout la Conférence de Bandung « donne son appui total aux principes fondamentaux des droits de l'homme tels qu'ils sont énoncés dans la charte des Nations Unies et affirme que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme est norme commune de civilisation pour tous les peuples et toutes les

---

<sup>3</sup> Samir Amin a raison d'utiliser l'expression de virus libéral

nations » (Padmore p 453)<sup>4</sup>. Cet appui se trouve dans le chapitre intitulé *Des Droits de l'Homme et d'autodétermination*. De même on peut lire dans la Déclaration finale du Caire, dans le chapitre intitulé *Sur les questions culturelles* (le dernier après *L'impérialisme, Le développement économique, et L'Algérie*) « Considérant qu'aucune civilisation digne de ce nom ne peut durer si elle ne repose pas sur une culture sous jacente qui la nourrit, la développe, rend son progrès possible et permet aux nations de réaliser au mieux les idéaux de paix, de fraternité, de liberté, d'égalité et de justice, ainsi que de satisfaire les besoins de compréhension mutuelle et de coopération en vue de la propagation et de l'accomplissement des idéaux ». (PA p 154).

Par contre, c'est seulement dans le chapitre consacré aux *Problèmes économiques* que la Conférence du Caire, peut-être parce que non gouvernementale, attire l'attention sur l'importance et la nécessité de la liberté syndicale.

L'absence de propositions sur la nature des régimes politiques souhaitables ne saurait étonner. Certes le Japon était membre à part entière de la Conférence de Bandung et représenté par des organisations de la société civile au Caire ; mais la seule liberté bien protégée dans ce pays était la liberté d'entreprise, tandis que les droits de minorités ethniques nationales et des Coréens transplantés pendant la colonisation étaient tabous. L'Union soviétique, très active au Caire, donnait l'impression d'avoir concilié l'universalisme socialiste avec la diversité culturelle dans son mode d'organisation politique. Mais elle n'avait rien de concret à proposer. Dans tous les pays afro-asiatiques représentés, la colonisation avait rendu impossible tant la formation de bourgeoisies nationales que de groupes de penseurs critiques comparables à ceux de l'Europe des Lumières. L'Inde avait bien un régime de démocratie politique mais son influence était limitée par le fait que l'abolition du régime des castes n'avait pas entraîné des changements réels au niveau sociologique. Les partis communistes indiens contribuaient à la consolidation du régime en gardant leur autonomie par rapport à l'Etat pour pouvoir combattre vigoureusement les forces conservatrices et défendre l'émancipation des castes réputées inférieures, mais leur analyse n'apparaît pas dans la déclaration finale. Les thèses d'Huntington rejoignent en fait celles des couches dirigeantes de certains pays musulmans membres de la Conférence de Bandung, tels que l'Arabie Saoudite et le Pakistan. Pour eux, la solution à la diversité culturelle réside dans l'islamisation du monde, et dans l'instauration de régimes politiques théocratiques ou en tous cas fondés sur les principes tirés du Coran. Des classes dirigeantes d'autres pays musulmans, tels que la Turquie, l'Egypte, ne partageaient pas ce point de vue. Evidemment le Libéria et l'Ethiopie qui avaient déjà obtenu que le Conseil de Sécurité des Nations Unies retire à l'Afrique du Sud son mandat de tutelle sur la Namibie, obtinrent facilement la condamnation du racisme en général et du régime de l'apartheid en particulier.

Les relations entre l'Etat, le marché, et la sécurité ont occupé une place importante dans les deux Conférences. Celle du Caire lui a consacré un chapitre sur quatre dans la Déclaration finale. Les économies des pays d'Afrique et d'Asie sont caractérisées comme stagnantes et incapables de fournir des emplois à une population croissante et des produits à prix stables pour les consommateurs et rémunérateurs pour les producteurs. Ces tendances s'expliquent par la structure coloniale des économies dans l'espace afro-asiatique, où l'impérialisme direct était visible, contrôlait et exploitait les ressources naturelles tout en bloquant

---

<sup>4</sup> Toutes les citations sur la conférence du Caire sont tirées de présence Africaine, Nouvelle série bimestrielle, dec. 1957, janv.1958. celles de la Conférence de Bandung sont tirées de George Padmore, Panafricanisme ou communisme ?

l'industrialisation. les économies des pays d'Afrique et d'Asie, qu'ils fussent indépendants ou en lutte pour l'indépendance.

Pour inverser ces tendances, la Conférence recommandait le développement volontariste, c'est-à-dire impulsé par les Etats, au moyen de la planification et le rejet du principe dit du marché autorégulateur. Du reste, le principe de la planification n'était pas contesté dans le pays capitalistes développés où l'appareil conceptuel keynésien dominait les politiques économiques. Mais la planification préconisée à Bandung impliquait plusieurs conditions :

Au plan interne, elle requérait (i) la nationalisation, « procédé légal auquel chaque nation a le droit de recourir conformément au principe de la souveraineté nationale.... », dans le but de former un secteur public puissant et soumis aux politiques en matière d'allocation des ressources et de relations entre les entreprises D'ailleurs les STN elles-mêmes étaient souvent favorables à la formation d'entreprises parapubliques inefficaces dans la mesure où elles étaient financées par l' « *l'aide public au développement* » à fonction corruptrice ; (ii) et l'application de trois principes de justice sociale : l'égalité et la solidarité qui entraînent le respect de la formule « *à travail égal, salaire égal...*, la non discrimination sur les bases raciales ou religieuses et la fixation d'un salaire minimum », ce qui permettait de construire une logique d'élargissement du marché interne ; (iii) la formation de sociétés civiles ancrées dans la « *garantie des droits aux travailleurs de former leurs propres syndicats* ». Certes, le mot subversif de liberté syndicale n'est pas prononcé mais néanmoins cette recommandation nous paraît audacieuse, avec le recul du temps.

Au plan externe, les Conférences recommandaient la régulation du commerce extérieur et la promotion de la coopération commerciale, financière et technique afro-asiatique En effet les politiques des Centres contraignaient les pays du Sud capables socialement et politiquement de stratégie de développement économique à recourir à l'industrialisation par substitution d'importations, et à la formation de marchés communs Sud-Sud. L'objectif de ceux -ci étant aussi de réduire la pénurie des travailleurs qualifiés et de réduire la domination des forces du marché.

Autant la Conférence « ne s'oppos(ait) ni aux investissements de capitaux étrangers, ni à l'obtention de prêts étrangers, à condition que ces prêts ou investissements ne soient soumis à aucune condition politique et ne soient pas de nature à limiter l'expansion économique des pays qui en bénéficieront » (PA p 151) ; autant elle affirmait que les accords spéciaux de coopération que l'Europe allait signer avec les ex-colonies de l'Afrique subsaharienne avaient pour objectifs de construire des alliances pour les garder comme réserves de matières premières, et de casser l'esprit de Bandung et du Caire. Le fait qu'aujourd'hui aucun pays ACP ne soit classé dans la catégorie de pays émergents montre que le diagnostic était fondé. Toutes les formes d'insécurité - nationale, civile, sociale- y conjuguent leurs effets. De même la coopération économique afro-asiatique ne se développa pas réellement : Il n'y eut que des marchés communs en trompe l'œil.

Mais il ne faut pas minimiser les réalisations qui ont été faites en concordance avec l'esprit de Bandung, dont la revendication la plus forte fut le droit de planifier le rattrapage économique et pour cela, de créer un secteur économique important placé sous contrôle direct de l'Etat. En effet ces Conférences ont créé un climat favorable aux Etats qui tirèrent avantage d'une situation mondiale relativement favorable aux forces du socialisme et du patriotisme pour opérer des transformations dans les rapports sociaux et politiques (réalisation de grandes réformes agraires par la liquidation des féodalités rurales) et lancer des grands programmes d'éducation élémentaire et professionnelle. C'est dans ce cadre qu'est né le Groupe dit des

Nouveaux Pays Industriels. La Chine depuis la mort de Mao s'appuie sur ces transformations pour s'industrialiser à un rythme époustouflant. Elle peut ainsi gérer relativement facilement l'insécurité civile et en même temps créer les conditions de la sécurité nationale, grâce à la maîtrise des technologies modernes, notamment dans le domaine du nucléaire.

#### 4. Que faire

La solidarité afro-asiatique tant au niveau des gouvernements que des peuples reste une nécessité, mais elle doit relever deux défis majeurs : (i) Le processus de la diversification entre le groupe qui s'industrialise et celui qui stagne, entre la Chine et la RDC ou le Liberia. (ii) La permanence du projet policide des centres.

Il y a cinquante ans, les niveaux de vulnérabilité économique des Etats asiatiques dans la division internationale du travail et dans l'industrialisation étaient comparables. Aujourd'hui les niveaux de vulnérabilité diffèrent parce que certains pays ont une base industrielle réelle et que les marchés du Nord se sont ouverts à leurs produits, tandis que d'autres sont restés dans le modèle colonial d'intégration à l'économie mondiale par les ressources naturelles. La coopération au sein du premier groupe se renforce sur la base du commerce des produits industriels. La mondialisation de la production et des marchés, scellée dans l'OMC, renforce cette différenciation qui peut conduire à des contradictions importantes. Par exemple la Chine apparaît de plus en plus en Afrique comme un pays à la recherche de débouchés et de matières premières, et de terres d'accueil pour l'émigration d'une partie de sa population

Dans l'approche dominante, la sécurité humaine se confond avec la protection efficace des personnes, des cultures et des biens contre une agression extérieure ou une guerre civile, et contre les actes terroristes dans les régions économiquement développées du système mondial qui ne représente que 20 % de la population mondiale. C'est pourquoi elle compare le climat d'insécurité actuelle à celui de la guerre froide où l'Union soviétique était considérée comme l'ennemi principal à cause de son armement nucléaire. Dans ce cadre ce sont les intérêts de l'occident tels que définis par les Etats-Unis qui sont au centre du débat. Or dans ce pays l'insécurité sociale ne fait pas problème pour les classes dirigeantes qui la considèrent en fait comme une nécessité. Leur conception de la sécurité nationale est fondée à l'intérieur sur un système judiciaire et policier très dur pour les victimes que l'insécurité sociale prédisposait à la délinquance, et à l'extérieur sur une sorte de cynisme de grande puissance.

L'approche critique radicale défend une conception globale de la sécurité humaine qui incorpore les dimensions socio-économiques, politiques, internes et externes, donc une conception globale et réellement mondiale de la sécurité humaine. Elle propose l'objectif humaniste d'éliminer les facteurs d'inégalités des développements économiques et d'inégalités croissantes dans la répartition des revenus et des richesses, et bien entendu la démocratisation des sociétés et du système international. Cette approche part du fait que pour les majorités populaires des périphéries, les différences entre la nouvelle phase d'insécurité humaine et celle de la guerre froide sont moins importantes que les similitudes. En effet elles connaissent l'insécurité à l'état endémique qu'elle soit d'origine socio-économique telle que la pauvreté, la faim ou la sous nutrition, la superposition de nouvelles endémies aux anciennes ; politique, comme les insurrections matées en dehors de toute considération sur le droit à la vie, les coups d'état sanglants ; naturelle, comme les catastrophes naturelles ou industrielles qui se traduisent par des millions de sans abri ; géopolitique, comme les embargos économiques qui entraînent parfois l'arrêt d'un processus d'industrialisation, les

opérations de déstabilisation, voire de déclenchements de mouvements sécessionnistes, le minage des ports, etc.

Dans tous les cas le succès de la transition des formes de la modernité achevée est un impératif catégorique : Comme les sociétés d'Afrique et d'Asie sont en général multiculturelles, le rôle de la pensée critique dans cette transition est encore plus important que dans les sociétés culturellement homogènes. Mais la pleine efficacité de ce rôle suppose la formation d'un système culturel fondé sur un enseignement de base et secondaire de qualité, et un enseignement supérieur et technologique véritablement articulé au système productif, le tout dans un contexte ou l'élimination effective de l'analphabétisme confère une capacité de lecture (et d'utilisation de l'Internet) à tous. Les politiques culturelles mises en œuvre dans le système mondial tel qu'il est ne favorisent pas cette évolution, au contraire. C'est ainsi qu'en Afrique subsaharienne, les efforts engagés dans certains pays dans cette direction sont interrompus depuis les années 1980. Au nom des pays du Centre, la Banque Mondiale et le FMI avaient critiqué l'allocation des ressources publiques trop importante à l'enseignement secondaire général et supérieur, au détriment du reste. Ils avaient omis leur autocritique et tiré des conclusions erronées, à savoir que les pays n'ont pas besoin de ce système, l'essentiel étant de mettre l'accent sur l'école primaire. La gestion de la crise de l'endettement a permis de réduire les dépenses afférentes à l'enseignement supérieur sans pour autant améliorer significativement l'éducation de base et l'enseignement technique. C'était prévisible. En effet si la cristallisation d'une pensée critique est nécessaire en Afrique subsaharienne, l'histoire politique et culturelle de la sous région rend sa réalisation difficile. C'est ce qui ressort de la série de livres africains que le CODESRIA a publiés récemment sur les universités et les intellectuels africains<sup>5</sup>. Il faut oser placer au centre du débat les questions du droit à la protection sociale universelle et de la lutte contre les inégalités sociales dans chaque pays comme axe des politiques de la sécurité humaine et combattre résolument dans ce cadre la thèse selon laquelle cette protection serait fonction de la marchandisation des rapports sociaux, du niveau de développement économique et du consumérisme. L'espérance de vie n'est-elle pas aussi élevée à Cuba qu'aux Etats-Unis. A ce prix seulement peut naître une nouvelle solidarité afro-asiatique initiée par des intellectuels qui en montrent collectivement la nécessité aux peuples et aux gouvernements. Pour les Africains cette démarche s'impose pour lever les ambiguïtés de la Renaissance africaine<sup>6</sup>.

## 5. Bibliographie sommaire

Nous avons privilégié pour l'analyse de Bandung des textes africains des années 1960 et 1970

Amin Samir, Pour un monde polycentrique, Paris, Syllepse, 2005

Amin Samir Les défis de la mondialisation, Paris, l'Harmattan 1997

Amin Samir L'itinéraire intellectuel, Paris, l'Harmattan, 1997

Amin Samir Le virus libéral (la guerre permanente et l'américanisation du monde), le temps des cerises, Paris 2003,

Amin Samir L'Empire du chaos, Paris, l'Harmattan, 1991

Amin Samir, Bernard Founou Tchougoua et autres, Afrique, exclusion programmée ou renaissance ? Paris, Syllepse, 2005

<sup>5</sup> Ba Thierno, ed. Les intellectuels africains, 2005

Mkandawiré Tandika, ed. African intellectuals, 2005

<sup>6</sup> Parmi les travaux qui vont dans ce sens citons, Ali el Kentz et Samir Amin Le monde arabe, les enjeux sociaux, Paris, L'harmattan, 2003. Voir notre contribution dans, Les Luittes paysannes e ouvrières face aux défis du XXI ème siècle : Paris, Indes savantes, 20003

- Afana Ossendé, L'économie de l'Ouest africain, Perspectives de développement 1966 (Réédité avec une Préface de P.P. Rey en 1977) Maspero Paris.
- Bayart Jean François, Ellis Stephan et Hibson Béatrice, La criminalisation de l'Etat en Afrique, Ed. Complexes, Paris 1977
- Bembe Achille, Um Nyobe, Ecrits sous maquis Paris, L'Harmattan, 1989.
- Cheikh Anta Diop, L'unité culturelle de l'Afrique Noire. Présence Africaine, 1959.
- Dia Mamadou, Nations africaines et solidarité mondiale, Presse universitaire de France, Paris 1963.
- Comeliau Christian ed, Ingérence économique. In Nouveaux cahiers de l'IUED, Paris, PUF, 1994
- Dicko Ahmadou, Journal d'une défaite, (autour du referendum, du 28 septembre 1958 en Afrique Noire) Présence africaine.
- Founou Tchouigou, Bernard, African and Asian peoples' solidarity. Elements of political economy, In : Bandung 2005, Rethinking solidarity, Yogyakarta, Darwis Khudori, 2005
- Galbraith J. K., Les mensonges de l'économie, essai Grasset, Paris 2004.
- Galbraith J. K. La République des satisfaits, la culture du contentement aux Etats Unis.
- George Suzan, le Rapport Lugano, Fayard, Paris 1999.
- Huntington Samuel, Le choc des civilisations, Paris, ed. Odile Jacob, 1997
- Le Cour Grandmaison Olivier, coloniser, exterminer. Sur la guerre et l'Etat colonial, Pars, Fayard, 205
- Lumumba Patrice, Le Congo, terre d'avenir est-il menacé, Ed S A . Rue Marq, Bruxelles 196
- Mamdani Mahmoud, Citoyen ou sujet
- Mouvements Juin Août 2002, N° 21/22 Dossier de la Françafrique à la mafrafrique », Paris
- NKrumah Kwa me, L'Afrique doit s'unir, Payot 1963 Paris.
- Padmore George, Panafricanisme ou communisme, Présence Africaine, Paris 1960 (contient les décisions de la conférence afro-asiatique 1955 en appendice)
- Le Pouvoir des transnationales, le point de vue du Sud. In Alternatives sud vol. IX (2002)
- Résolution de la conférence de solidarité des peuples afro-asiatique « in Présence Africaine, nouvelle série bimestrielle, dec. 1957-janv 1958.
- Sous équipement (le) et les leçons du Caire, Présence Africaine, dec. 1957-janv 1958.